



# IRDA PARIS

Institut de recherche  
en droit des affaires  
de Paris

## Revue des sommaires

Mercredi 28 février 2024

[Liste des revues et disponibilité à la salle de droit commercial](#)

# Recueil Dalloz

> hebdomadaire  
200<sup>e</sup> année  
29 février 2024  
n° 8 / 8029<sup>e</sup>  
pages 353 à 416



## ÉDITORIAL

353 Le droit comme farce ?, Michel Vivant



## IN MEMORIAM

359 Jacques Ghestin (1931-2024), Christophe Jamin

Version numérique incluse\*



322408



## POINT DE VUE

360 Le « leasing social à cent euros » existe-t-il ? (analyse d'un objet juridique furtif), Xavier Henry

## ÉTUDES ET COMMENTAIRES

- 369 **Chronique :** La justice et le temps, Quelques pistes de réforme, Daniel Chabanol et Christophe Lapp  
**Chronique de jurisprudence de la Cour de cassation :**
- 373 Chambre sociale, Stéphanie Ala, Marie-Pierre Lanoue et Marie-Anne Valéry
  - 384 Chambre criminelle, Lionel Ascensi, Samuel Gillis, Benjamin Joly, Olivier Violeau, Philippe Mallard et Laetitia Guerrini
  - 392 **Panorama :** Propriété littéraire et artistique, Alexandra Bensamoun, Sarah Dormont, Julie Groffe-Charrier, Jean Lapousterle, Pauline Léger et Pierre Sirinelli
  - 404 **Notes :** Retour sur le fondement de la nullité pour manquement à l'obligation d'information précontractuelle en droit de la consommation, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 20 déc. 2023, Jean-Denis Pellier
  - 408 Action en contestation de paternité : quelle place pour l'enfant dans la procédure ?, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 13 déc. 2023, Jean-Jacques Lemouland
  - 412 À propos de la cohérence économique du partage, note sous Civ. 1<sup>re</sup>, 25 oct. 2023, Bertrand Jost

## ENTRETIEN

- 416 Claire Hédon – Proposition de loi sur les testings : un texte problématique malgré un objectif louable

Lefebvre Dalloz

DALLOZ

# Recueil Daloz

Tour Lefebvre Daloz  
10 place des Vosges - CS 90358  
92072 Paris La défense Cedex  
Tél. (Rédaction) 0786 620357  
[www.daloz.fr](http://www.daloz.fr) - [recueil@daloz.fr](mailto:recueil@daloz.fr)

PRESIDENT, DIRECTEUR DE LA PUBLICATION,  
OLIVIER CAMPENON  
DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DES ÉDITIONS,  
CAROLINE SORDET  
DIRECTRICE « CIVIL - PÉNAL & OUVRAGES »,  
HELENE HOCH

## CONSEIL SCIENTIFIQUE

ALAIN BÉNABENT, NICOLAS DIBAUX,  
BÉNÉDICTE FAUVARQUE-COSSON ET PHILIPPE MERLE

## DIRECTRICE SCIENTIFIQUE

PASCALLE DEUMER

## RÉDACTION

### - DIRECTION

Rédacteur en chef : Alain LIENHARD (0140 645403)

### - RÉDACTION

Maëlle HARSCOUËT DE KERAVEL (0140 645379)

### - CHEFS DE RUBRIQUES

Banque-Crédit-Garantie : Valérie AVENA-ROBARDET

Concurrence-Distribution : Éric CHEVRIER

Contrat d'affaires : Xavier DELPECH

Contrat-Responsabilité-Assurance : Xavier DELPECH

Entreprise en difficulté : Alain LIENHARD

Fonds de commerce et commerçants : Yves ROUQUET

Société et marché financier : Alain LIENHARD

### - ÉDITION-RÉALISATION

Secrétaires de rédaction :

Patricia ANDRY (0140 645284)

Laurence BREUZE-DINNAT (0140 645481)

Première secrétaire de rédaction :

Katy PERCHEREAU (0786 620357)

Directeur artistique : Patrick VERDON

Rédacteur en chef technique : Raphaël HENRIQUES

Illustration couverture : Fanny BLEY-GUILBAUD

## ABONNEMENTS-RELATIONS CLIENTS

Abonnements : Alexandra DORAY, Directrice ventes@daloz.fr

Relations clients : Loïc RIOU

Tél. : 01 83 10 10 10

Service publicité : Sandrine TOUTON MICHEL

Tél. : 0140 922024 - [publicite@lefebvre-samut.eu](mailto:publicite@lefebvre-samut.eu)

Revue hebdomadaire (44 numéros par an)

Prix de l'abonnement : France : 1064,90 € TTC

Etranger : 1109 € HT

Prix au numéro : 46 € HT

ISSN 0034-1835 - N° CPPAP 1027 T 82206

DUPLIPRINT Mayenne

733 rue St Léonard, 53100 Mayenne

Dépôt légal - Février 2024

## Éditions Daloz

Société par actions simplifiée au capital de 3 956 040 €

Siège social : Tour Lefebvre Daloz

10 place des Vosges - CS 90358

92072 Paris La défense Cedex

RCS Paris 572 195 550 / Siret 572 195 550 00098

Code APE 5811Z / TVA FR 69 572 195 550

Filière du groupe Lefebvre-Samut

La reproduction, même partielle, de tout élément publié dans la revue est interdite.

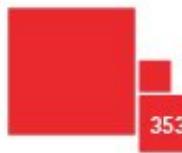


Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0 %

Prot : 0,08 kg/t

# SOMMAIRE



## ÉDITORIAL

Michel Vivant

Le droit comme farce ?

353



## ACTUALITÉS

356

### DROIT DES AFFAIRES

Banque-Crédit-Garantie  
Intérêt légal (taux) : créancier agissant pour ses besoins professionnels, Civ. 2<sup>e</sup>, 15 févr. 2024

Entreprise en difficulté  
Salariés (AGS) : indemnisation en cas de prise d'acte de rupture, CJUE 22 févr. 2024

356

### DROIT CIVIL

Contrat-Responsabilité-Assurance  
Accident de la circulation (notion) : nécessité d'un caractère fortuit, Civ. 2<sup>e</sup>, 15 févr. 2024

Famille-Personne-Succession  
Succession (loi de 1819) : conventionnalité de l'abrogation, CEDH 15 févr. 2024

357

### DROIT IMMOBILIER

Expropriation  
Indemnité d'expropriation : défaut de droit juridiquement protégé, Civ. 3<sup>e</sup>, 15 févr. 2024

357

### PROCÉDURE CIVILE ET VOIE D'EXÉCUTION

Procédure civile  
Compétence européenne (moteur diesel) : dispositif d'invalidation illégal, CJUE 22 févr. 2024

Profession juridique et judiciaire  
Avocat (convention d'honoraires) : procédure judiciaire déterminée, Civ. 2<sup>e</sup>, 15 févr. 2024



## IN MEMORIAM

359

Jacques Ghustin (1931-2024)  
par Christophe Jamin



## POINT DE VUE

360

Le « leasing social à cent euros » existe-t-il ?  
(analyse d'un objet juridique furtif)  
par Xavier Henry



### CHRONIQUES

362

Réforme de la procédure d'appel en matière civile :  
explication de texte  
par Kevin Ledere Vue et Liza Veyre

369

La justice et le temps. Quelques pistes de réforme  
par Daniel Chabanol et Christophe Lapp

### CHRONIQUE DE LA COUR DE CASSATION

373

Chambre sociale  
par Stéphanie Ala, Marie-Pierre Lanoue  
et Marie-Anne Valéry

384

Chambre criminelle  
par Lionel Ascensi, Samuel Gillis, Benjamin Joly,  
Olivier Violeau, Philippe Mallard  
et Laetitia Guerini

### PANORAMA

392

Propriété littéraire et artistique  
janvier 2023 – décembre 2023  
par Alexandra Bensamoun, Sarah Dormont,  
Julie Groffe-Charrier, Jean Lapousterle,  
Pauline Léger et Pierre Sirinelli

### NOTES

404

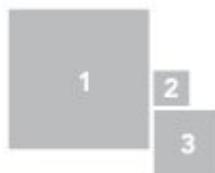
Retour sur le fondement de la nullité pour manquement  
à l'obligation d'information précontractuelle en droit  
de la consommation, note sous Ov. 1<sup>e</sup>, 20 déc. 2023  
par Jean-Denis Pellier

408

Action en contestation de paternité : quelle place pour  
l'enfant dans la procédure ?, note sous Civ. 1<sup>e</sup>, 13 déc. 2023  
par Jean-Jacques Lemouland

412

À propos de la cohérence économique du partage,  
note sous Ov. 1<sup>e</sup>, 25 oct. 2023  
par Bertrand Jost



### ENTRETIEN

416

Claire Hédon – Proposition de loi sur les testings : un texte problématique malgré un objectif louable

### À L'ATTENTION DES AUTEURS

Les manuscrits envoyés pour publication au Recueil Dalloz donnent lieu à lecture et expertise systématiques soit par la rédaction de la revue, soit par des personnes qualifiées au choix de la rédaction. Les manuscrits doivent être expédiés par mail en fichier attaché (au format word) à Alain Lienhard ([allienhard@lefebvre-dalloz.fr](mailto:allienhard@lefebvre-dalloz.fr)), afin de pouvoir être rapidement transmis pour lecture et expertise.

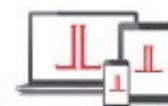
Les auteurs sont priés d'indiquer clairement leurs nom et adresse personnelle, ainsi que leurs titres ou fonctions professionnels, universitaires ou non.

Les manuscrits acceptés pour publication le sont, conformément au contrat d'édition qui sera signé par l'auteur avant publication, à titre exclusif.

L'auteur s'engage donc, en envoyant son manuscrit à la rédaction du Recueil Dalloz, à ne pas le soumettre à un autre périodique le temps de son expertise.

Les contraintes éditoriales (maxima) sont les suivantes :

- pour une chronique, 40 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un « Point de vue » ou un « Point sur... », 9 500 signes (espaces comprises, sans notes de bas de page) ;
- pour une note de jurisprudence, 20 000 signes (espaces et notes de bas de page comprises) ;
- pour un commentaire d'actualité (publication immédiate), 5 500 signes (références entre parenthèses).



\*Téléchargez sur votre smartphone et tablette, l'application gratuite Dalloz sous Android et iOS et connectez-vous à l'aide de vos identifiants personnels ou des identifiants qui vous ont été communiqués lors de votre abonnement ou de votre réabonnement.

Retrouvez également  
votre revue numérique  
sur [Dalloz-Revues.fr](http://Dalloz-Revues.fr)

**ARTICLES**

777

La responsabilité civile proportionnelle  
**Fabrice Leduc**

801

Les aspects réels de la notion de restitution  
**Patrick Bouathong**

# RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

**VARIÉTÉS**

823

L'erreur « fondamentale » de Kelsen  
**Philippe Jestaz**

**CHRONIQUES**

923

*Maison de Poésie 3 : le jour d'après*  
**Florent Masson**

979

Loi anti-squat : fermer les yeux  
**Aude Denizot**



# RTDCiv.

Revue trimestrielle de droit civil

# SOMMAIRE

## ARTICLES

La responsabilité civile proportionnelle par Fabrice Leduc.....	777
Les aspects réels de la notion de restitution par Patrick Bouathong .....	801

## VARIÉTÉS

L'erreur « fondamentale » de Kelsen par Philippe Jestaz.....	823
---	-----

## CHRONIQUES

<b>Sources internationales</b>	
par Jean-Pierre Marguénaud et Fabien Marchadier .....	835

<b>Personnes et droits de la famille</b>	
par Anne-Marie Leroyer.....	852

### Obligations et contrats spéciaux

<b>Obligations en général</b>	
par Hugo Barbier .....	859

<b>Responsabilité civile</b>	
par Patrice Jourdain.....	896

<b>Contrats spéciaux</b>	
par Pierre-Yves Gautier.....	914

<b>Propriété et droits réels</b>	
par Florent Masson.....	923

<b>Sûretés et publicité foncière</b>	
par Charles Gijsbers .....	942

<b>Successions et libéralités</b>	
par Michel Grimaldi.....	946

<b>Régimes matrimoniaux</b>	
par Isabelle Dauriac.....	954

### Droit judiciaire privé

## BIBLIOGRAPHIE

<b>Législation française</b>	
par Aude Denizot.....	979

### Revue des ouvrages

<b>Ouvrages en général</b>	
sous la responsabilité de Sébastien Pimont et Vincent Forray .....	991

<b>Ouvrages historiques ou anciens</b>	
sous la responsabilité de Florent Garnier et Nader Hakim .....	999

<b>Ouvrages étrangers</b>	
sous la responsabilité de Éric Descheemaeker et Jonas Knetsch .....	1002

<b>Revue des thèses</b>	
sous la responsabilité de Gaël Chantepie, Christian Jubault et Catherine Puigelier .....	1007

<b>Revue des revues</b>	
sous la responsabilité de Frédéric Rouvière.....	1019

## TABLES

	Tables générales 2023 .....	1027
<b>Source. Organisation judiciaire et juridiction. Compétence. Action</b> par Philippe Théry.....	<b>961</b>	
<b>Procédure de l'instance. Jugements et voies de recours. Procédures civiles d'exécution</b> par Nicolas Cayrol .....	<b>968</b>	

DROIT DES AFFAIRES

# BRDA BULLETIN RAPIDE

N°5

1ER MARS

24



## QUESTION PRATIQUE

### LES AMÉNAGEMENTS CONTRACTUELS DE L'OBLIGATION DE DÉLIVRANCE DU BAILLEUR

Des aménagements qui ont peu de chance de passer avec succès l'épreuve du feu judiciaire, analyse M<sup>e</sup> Confino

19



[www.efl.fr](http://www.efl.fr)



## À LA UNE

**Sociétés - Les droits sociaux naissent à compter de l'immatriculation de la société**

4

**Entreprise en difficulté - L'AGS subrogée dans le superprivilège des salariés pour les avances faites au profit de ceux-ci**

8

**Question pratique - Contrats de sponsoring : Paris 2024 vise la médaille d'or de l'anticorruption**

23

**Lefebvre Dalloz**

 EDITIONS  
FRANCIS LEFEBVRE



## Sociétés

- 4 - Date de naissance des droits sociaux
- 4 - Action en relèvement d'un commissaire aux comptes
- 5 - Obligation aux dettes des associés de société civile
- 6 - Régime de fusion semi-simplifié
- 7 - Obligation aux dettes des associés d'une société civile dissoute

## Bourse

- 7 - Journaliste sanctionné pour abus de marché

## Entreprise en difficulté

- 8 - Paiement des créances salariales par l'AGS
- 10 - Admission d'une créance résultant d'une clause de majoration d'intérêts
- 10 - Délai pour déclarer une créance antérieure

## Contrats

- 11 - Clause attributive de compétence au juge d'un État étranger
- 12 - Clause d'exonération de la garantie des vices cachés
- 12 - Vente immobilière lésionnaire
- 13 - Vol de marchandises lors d'un transport routier international

## Biens de l'entreprise

- 14 - Convention d'occupation précaire
- 15 - Révision du loyer commercial : procédure

## Concurrence

- 16 - Concurrence déloyale : société sous convention avec l'Etat

## Consommation

- 16 - Caractéristique essentielle du bien vendu à un consommateur
- 17 - Contenu du contrat conclu hors établissement

Et aussi...

- 18 - Obligation de sécurité de l'organisateur de compétition sportive
- 18 - Publicité extérieure en mer

## Question pratique

- 23 - Contrats de sponsoring : Paris 2024 vise la médaille d'or de l'anticorruption

## Veille

- 27 - Veille législative
- 27 - Veille fiscale et sociale



## QUESTION PRATIQUE



24

LES AMÉNAGEMENTS  
CONTRACTUELS DE L'OBLIGATION  
DE DÉLIVRANCE DU BAILEUR  
DANS LA JURISPRUDENCE RÉCENTE

## L'ESSENTIEL DE L'ACTUALITÉ

### **Acquisition de la clause résolutoire d'un bail commercial**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 26-10-2023 n° 22-16.216 FS-B : Décisions 152

Lorsqu'une ordonnance de référé passée en force de chose jugée a accordé au titulaire d'un bail commercial des délais pour régler un arriéré de loyers, le non-respect de ces délais rend la clause définitivement acquise malgré la mauvaise foi du bailleur à s'en prévaloir.

### **Le refus de voter la prorogation d'une société peut constituer un abus de minorité**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 7-12-2023 n° 22-18.665 FS-B : Décisions 159

Le refus par un associé minoritaire de voter la prorogation d'une société est susceptible de constituer un abus de minorité si ce refus est contraire à l'intérêt général de la société et a pour unique dessein de favoriser les intérêts de l'associé minoritaire.

### **Comment une société peut se soustraire à un contrat conclu par un dirigeant irrégulièrement nommé**

Cass. 3<sup>e</sup> civ. 26-10-2023 n° 21-17.937 FS-B : Décisions 160

Lorsque le procès-verbal d'assemblée nommant le gérant d'une société civile est revêtu d'une fausse signature mais a été publié, cette nomination n'est pas inexistante mais seulement irrégulière et la société ne peut pas contester les contrats conclus en son nom par ce gérant, sauf en cas de collusion frauduleuse entre celui-ci et le tiers cocontractant.

### **Les associés d'une société civile ne sont pas nécessairement parties à l'instance nommant un mandataire ad hoc**

Cass. com. 20-12-2023 n° 21-18.746 F-B : Décisions 169

L'associé d'une société civile qui demande au juge de désigner un mandataire ad hoc chargé de convoquer une assemblée n'a pas à appeler à l'instance les autres associés. En revanche, la demande doit être conforme à l'intérêt social.

## **Comment le créancier peut agir contre des garants du débiteur en redressement judiciaire**

Cass. com. 13-12-2023 n° 22-18.460 F-B : Décisions 172

Le créancier qui obtient la condamnation d'une personne physique, garante d'une entreprise sous sauvegarde ou en redressement judiciaire, à payer une créance ne peut la faire appliquer que dans la mesure de l'exigibilité de sa créance.

## **Preuve de l'insaisissabilité de la résidence principale de l'entrepreneur**

Cass. com. 22-11-2023 n° 22-18.795 F-B : Décisions 173

C'est à celui qui entend exclure du droit de gage des créanciers de la procédure collective d'un entrepreneur individuel un immeuble appartenant à ce dernier de prouver que cet immeuble constitue la résidence principale de l'entrepreneur.

## **Sort d'un avenant à un contrat de travail conclu par un employeur soumis à une procédure collective**

Cass. soc. 6-12-2023 n° 22-15.580 F-B : Décisions 174

L'employeur mis en redressement judiciaire sans désignation d'un administrateur peut valablement conclure seul un contrat de travail ou un avenant à un contrat existant.

## **Saisie de la résidence principale du débiteur après clôture de la liquidation pour insuffisance d'actif**

Cass. com. 13-12-2023 n° 22-19.749 FS-BR : Décisions 176

Le créancier auquel l'insaisissabilité de la résidence principale de son débiteur en liquidation judiciaire est inopposable peut, même après la clôture de la procédure pour insuffisance d'actif, exercer son droit de poursuite sur cet immeuble.

## **Le représentant légal d'une personne morale dirigeante d'une SAS peut être condamné à en combler le passif**

Cass. com. 13-12-2023 n° 21-14.579 F-B : Décisions 177

Lorsqu'une SAS en liquidation judiciaire est dirigée par une personne morale, la responsabilité en cas d'insuffisance d'actif est encourue par le représentant légal de cette personne morale en l'absence de représentant permanent au sein de la SAS.

# **Le juge doit envisager l'annulation du contrat avant d'en modifier une clause abusive à l'égard du consommateur**

CJUE 12-10-2023 aff. 645/22 : Décisions 188

En présence d'une clause abusive dans un contrat avec un consommateur, le juge ne peut modifier la clause irrégulière que s'il a vérifié au préalable que le contrat ne peut pas subsister sans elle et que l'annulation du contrat aurait des conséquences particulièrement préjudiciables pour le consommateur.

RJDA 2024  
(c) 2024 Editions Francis Lefebvre

# Revue Lamy de la concurrence

## Abus de position dominante et droit des données à caractère personnel : état des lieux et perspectives

Vincent GIOVANNINI

- Les frontières mouvantes du droit de la concurrence : quand l'absence d'un contrôle d'une concentration permet de l'appréhender par un abus de position dominante  
*Mathieu COMBET*

- Rupture brutale des relations commerciales établies : étendue du contrôle de la Cour de cassation sur l'appréciation du préavis suffisant et influence de l'absence de diversification de l'activité de la victime  
*Mathieu LE BESCOND de COATPONT*

- Déréférencement en période de négociation commerciale : l'exécution du préavis aux conditions antérieures sur fond de déséquilibre significatif, de rupture brutale et d'avantage sans contrepartie  
*Clémence MOULY et Jean-Michel VERTUT*

135 | MENSUEL  
FÉVRIER 2024

## Conseil scientifique

### Frédéric de BURE :

Avocat, Cleary Gottlieb Steen & Hamilton LLP

### Sébastien BRAMERET :

Maître de conférences à l'Université Grenoble Alpes, Membre du GRDPE

### Benjamin CHEYNEL :

Référendaire à la Cour de justice de l'Union européenne

### Lorraine DONNEDIEU de VABRES-TRANIÉ :

Avocat, Jeantet Associés

### Jean-Christophe GRALL :

Avocat, Grall & Associés

### Pascale IDOUX :

Professeur de droit public à l'Université de Montpellier I, CREAM/IUF

### Bruno LASSERRE :

Ancien Président de l'Autorité de la concurrence

### Gildas de MUZON :

Deloitte Economic Consulting

### Gwenaël MUGUET-POULLENNEC :

Référendaire au Tribunal de l'Union européenne

### Cyril NOURISSAT :

Professeur agrégé des Facultés de Droit

### Eric PAROCHE :

Avocat, Hogan Lovells

### Alexandre RIÉRA :

Maître de conférences en droit privé à l'Université de Perpignan Via Domitia, Avocat, AARPI RGR Avocats

### Jacqueline RIFFAULT-SILK :

Conseiller à la Cour de cassation

**Éditeur :** Lamy Liaisons, SAS ayant son siège social 7, rue Emmy Noether - 93400 Saint-Ouen

**Représentant légal :** Guillaume Deroubaix

**Associé unique :** Karnov HoldCo France

**Directeur de la publication :** Guillaume Deroubaix

**Directrice des rédactions :** Sylvie Duras

**Rédactrice en chef :** Chloé Mathonnière

**Rédacteur en chef adjoint :** Jérémie Berlemont

Ont participé à ce numéro : Céline Garnier, Mariam El Bardan

Dépôt légal : à parution

Prix au numéro : 91,61 € TTC

N°ISSN (version en ligne) : 2115-8894

N°ISSN (version imprimée) : 1770-9377

Périodicité : mensuel

N°CPPAP : 1226 T 85786

Crédit photos : Getty Images

Imprimeur : Duplirprint, 2 rue Descartes, 95330 Domont

Origine du papier : Portugal

Taux de fibres recyclées : 0%

Certification : imprimé sur papier FSC

Eutrophisation : Ptot 0.08 kg/tonne

Pour contacter le service client :

① N°Cristal | 09 69 39 58 58

APPEL NON SURTAXÉ

courriel : contact@lamyliaisons.fr

Internet : www.liaisons-sociales.fr

www.lamyline.fr - www.lamy-liaisons.fr



Toute reproduction ou représentation intégrale ou partielle par quelque procédé que ce soit, du contenu issu de la présente publication, effectuée sans autorisation de l'éditeur, est illicite et constitue une contrefaçon.

Cette revue peut être référencée de la manière suivante : RLC 2024/135, n° 4579 (année/n° de la revue, n° du commentaire)

**LAMY** | KARNOV GROUP  
**LIAISONS**

# Sommaire

## FOCUS ..... P. 4

- Protection des données et concurrence : la CNIL et l'Autorité de la concurrence ont une ambition commune  
*Eva ROUSSEAU*

## LES ESSENTIELS DU MOIS ..... P. 7

- Contrôle des concentrations P. 7
- Pratiques anticoncurrentielles P. 8
- Transparence et pratiques commerciales déloyales P. 13
- Aides d'État P. 15
- Commande publique P. 17

## ÉCLAIRAGE ..... P. 21

- Rupture brutale des relations commerciales établies : étendue du contrôle de la Cour de cassation sur l'appréciation du préavis suffisant et influence de l'absence de diversification de l'activité de la victime  
*Mathieu LE BESCOND de COATPONT*

## ÉTUDE ..... P. 27

- Abus de position dominante et droit des données à caractère personnel : état des lieux et perspectives  
*Vincent GIOVANNINI* P. 27
- Les frontières mouvantes du droit de la concurrence : quand l'absence d'un contrôle d'une concentration permet de l'appréhender par un abus de position dominante P. 35  
*Mathieu COMBET*

## JURISPRUDENCE COMMENTÉE ..... P. 41

- Déréférencement en période de négociation commerciale : l'exécution du préavis aux conditions antérieures sur fond de déséquilibre significatif, de rupture brutale et d'avantage sans contrepartie  
*Clémence MOULY et Jean-Michel VERTUT*

LE MENSUEL  
DE TOUS  
LES PRATICIENS  
DU DROIT

# DROIT & PATRIMOINE

N°343 · février 2024

Prix au n° : 43,58 € HT – 44,50 € TTC. Abonnement annuel : 475,02 € HT – 485 € TTC.

## DOSSIER LOI DE FINANCES 2024



### INTERVIEW

Un « souffle nouveau »  
pour le barreau de Paris

### CHRONIQUE

Voies d'exécution 2024

# DROIT & PATRIMOINE

FÉVRIER 2024 • N° 343

## ACTUALITÉ

### ÉCLAIRAGE

#### Quels vœux pour l'État de droit ?

À l'occasion des vœux et des discours de début d'année, le pouvoir judiciaire a eu à cœur de rappeler à l'exécutif, en France et ailleurs, qu'il devait préserver l'État de droit. En France, les politiques de la majorité et de l'opposition se sont efforcés de contester cette notion, allant même jusqu'à employer l'expression « coup d'État de droit » pour qualifier la décision du Conseil constitutionnel qui censure partiellement la très contestée loi dite « immigration ».

### ENTRETIEN

#### Un « souffle nouveau » pour le barreau de Paris

Pierre Hoffman et Vanessa Bousardo ont pris les fonctions de Bâtonnier et vice-bâtonnière du barreau de Paris au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Ils détaillent pour *Droit & Patrimoine* les grands objectifs de leur mandat.

### PROFESSIONS

#### « Réaffirmer une déontologie qui constitue la raison d'être des notaires »

Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue le 6 février 2024, le Conseil supérieur du notariat (CSN) a présenté le nouveau code de déontologie des notaires et le nouveau règlement professionnel du notariat (RPN).

## DOSSIER

### LOI DE FINANCES 2024



- Les nouveautés en matière de fiscalité patrimoniale ..... 22  
Par Grégory Dumont, avocat associé, Christophe Leclère, avocat associé et Lucie Blancal, avocate, CMS Francis Lefebvre
- La fiscalité locale : la CVAE en sursis ..... 31  
Par Alexis Bussac, avocat associé et David Barreau, avocat CMS Francis Lefebvre
- Mesures en matière de fiscalité des entreprises ..... 34

# SOMMAIRE

## ANALYSE

### DROIT IMMOBILIER

- La limite contractuelle aux droits de priorité (Civ. 3<sup>e</sup>, 28 septembre 2023 pourvoi n° 22-15.576)** ..... 12

Par Laurent Gibault, docteur en droit, juriste-consultant

## CHRONIQUE

- Chronique de procédures civiles d'exécution - Année 2024** ..... 46

© IRINE/IRINA STRELNIKOVA

Par Richard Foissac, avocat associé, et Adrien Sanvelian, avocat, CMS Francis Lefebvre

- **Prix de transfert: les ETI et les incorporels en ligne de mire** ..... 39

Par Mohamed Haj Taieb, avocat associé, CMS Francis Lefebvre

- **Mesures TVA** ..... 42

Par Amélie Retureau, avocate associée, et Émilie Dufour, avocate, CMS Francis Lefebvre

# Droit des sociétés, n° 3 du 01 mars 2024

---

## Sommaire du numéro

### Repère



UNANIMITÉ

#### [Le clair-obscur de l'unanimité des associés](#)

N° 3 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

### Alertes



FOCUS | PACTE DUTREIL

#### [Pacte Dutreil et activité professionnelle du donneur et du receveur dans la société dont les parts ou actions sont transmises](#)

N° 27 - Par Lucienne ERSTEIN

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | TRANSFERT DE CONTRAT DE TRAVAIL

#### [Transfert du contrat de travail, plan de cession et substitution de fait de cessionnaire](#)

N° 28

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | PARTS SOCIALES

#### [Cession de parts sociales](#)

N° 29 - Par Clara LAVIELLE

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | AUTORITÉ DE LA CHOSE JUGÉE : ÉVÉNEMENT NOUVEAU

#### [Absence d'autorité de la chose jugée en cas d'événement nouveau : illustration avec l'action en paiement contre les associés d'une SCI en liquidation judiciaire](#)

N° 30

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | RECEL

#### [Exclusion du recel en cas de naissance des parts sociales postérieure à la dissolution de la communauté](#)

N° 31 - Par Alexis ALVAREZ-ELORZA

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | DURABILITÉ

#### [Informations en matière de durabilité et obligations ESG des sociétés commerciales :](#)

## [modification de la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions](#)

N° 32

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | SOCIÉTÉ COTÉE

## [Sociétés cotées : publication des recommandations 2024 de l'AFG sur le gouvernement d'entreprise](#)

N° 33 - Par Samia MAOUCHÉ

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | BILAN NATIONAL DES ENTREPRISES

## [Bilan national 2023 des entreprises des greffiers des tribunaux de commerce : un bilan « contrasté »](#)

N° 34

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | CHEF D'ENTREPRISE

## [Simplification de la vie des chefs d'entreprise : 23 idées plébiscitées](#)

N° 35

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | SCPI

## [Exécution d'une demande de retrait d'une SCPI](#)

N° 36

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | MUTATIONS À TITRE ONÉREUX

## [Cession de participations dans une PMPI : renforcement des obligations déclaratives](#)

N° 37

[Consulter le PDF](#)

VEILLES | LOI DE FINANCES POUR 2024

## [Extension du champ d'application personnel de l'obligation](#)

N° 38

[Consulter le PDF](#)

## Étude



FISCALITÉ

## [Loi de finances pour 2024](#)

N° 3 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

## Chronique



DROIT EUROPÉEN DES SOCIÉTÉS

## [Chronique de droit international et européen des sociétés](#)

N° 2 - Par Edmond SCHLUMBERGER

[Consulter le PDF](#)

## Commentaires



DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | CESSION DE DROITS SOCIAUX

## [Manquement du cédant de droits sociaux à son obligation précontractuelle](#)

## [d'information \(C. civ., art. 1112-1\)](#)

N° 30 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

DROIT COMMUN DES SOCIÉTÉS | STOCK-OPTIONS

## [Du caractère propre des stock-options en régime de communauté légale](#)

N° 31 - Par Renaud MORTIER

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS CIVILES ET GROUPEMENTS | SOCIÉTÉ CIVILE PROFESSIONNELLE

## [Retrait d'un associé de SCP : les dividendes appartiennent à ceux qui sont associés au jour de la décision de distribution](#)

N° 32 - Par Nadège JULLIAN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | COMPÉTENCE

## [La compétence exclusive des tribunaux de commerce revigorée](#)

N° 33 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | FUSION

## [La qualité à agir en exécution forcée de l'absorbante à l'encontre d'un débiteur de l'absorbée](#)

N° 34 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

## [En matière de rémunération du gérant, peu importe la bonne foi de l'associé unique](#)

N° 35 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COMMERCIALES | SARL

## [Nullité d'une convention interdite et interposition de personne : attention aux répercussions sur le délai de prescription](#)

N° 36 - Par Jean-François HAMELIN

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS COTÉES | INFORMATION PRIVILÉGIÉE

## [Sanction d'un dirigeant pour communication tardive d'un profit warning](#)

N° 37 - Par Olympe DE BAILLIENCOURT

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | ACTION EN COMBLEMENT DE PASSIF

## [Dirigeant de personne morale](#)

N° 38 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

SOCIÉTÉS EN DIFFICULTÉ | PLAN DE REDRESSEMENT

## [Résolution](#)

N° 39 - Par Jean-Pierre LEGROS

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | PERSONNE MORALE

## [L'identification de l'organe ou du représentant de la personne morale](#)

N° 40 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

DROIT PÉNAL DES SOCIÉTÉS | PERSONNE MORALE

## [L'obstruction de la société à l'identification de son représentant légal](#)

N° 41 - Par Renaud SALOMON

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

**Aide d'une société à ses filiales**

N° 42 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

FISCALITÉ DES STRUCTURES D'ENTREPRISES | GROUPE DE SOCIÉTÉS

**Contrat de transfert de technologie entre une société française et une société étrangère : recours par le service des impôts à l'article 57 du CGI**

N° 43 - Par Jean-Luc PIERRE

[Consulter le PDF](#)

# Gazette du Palais

27 FÉVRIER 2024

144<sup>e</sup> ANNÉE · N° 7

· HEBDOMADAIRE ·

## À la une

### Contentieux et données personnelles : le droit d'accès est-il le nouvel article 145 du Code de procédure civile ?

étude par Myriam BENAZZA et Mathilde GÉROT

*Le droit d'accès, instauré par le RGPD comme outil de contrôle, au service des particuliers, de l'usage fait de leurs données personnelles, est de plus en plus utilisé par des demandeurs dans l'objectif, non pas de veiller à la protection de ces dernières, mais d'obtenir des éléments de preuve en vue d'un éventuel contentieux.*



© vegefox.com\_AdobeStock

## Actualité

### La profession d'avocat face à l'essor des IA génératives spécialisées en droit

focus

## Jurisprudence

### Preuve déloyale cesse de n'être jamais recevable

note par Clément BIZET  
sous Cass. ass. plén., 22 déc. 2023

### Calcul de la créance de participation : la prise en compte de l'industrie personnelle de l'époux par la Cour de cassation

note par Fanny HARTMAN  
sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 13 déc. 2023

## Gazette Spécialisée

### DROIT DES SOCIÉTÉS

SOUS LA RESPONSABILITÉ SCIENTIFIQUE DE

- Dorothée GALLOIS-COCHE

Professeure à l'université Paris Dauphine - PSL

- Maud LAROCHE

Professeure à l'université Paris Nanterre

AVEC LA PARTICIPATION DE

Clément BARRILLON, Bastien BRIGNON, Matthieu BUCHBERGER, Marie CAFFIN-MOI, Alexandre DALION, Margaux DEUCHLER, Guillaume GRUNDELER, David MANTIENNE, Thibaut MASSART, Claire-Anne MICHEL, Jean-Marc MOULIN, Isabelle PRODHOMME, Karine RODRIGUEZ, Mathieu STOCLET, Lucie WATRIN et Anne-Françoise ZATTARA



## Gazette du Palais

Édité par Lextenso

1, Parvis de La Défense  
92044 Paris – La Défense (CEDEX)

Directrice générale, Directrice de la publication :

Emmanuelle Filiberti

Présidente du Conseil scientifique :

Marie Bürguburu Charvet

Rédactrice en chef : Laurence Garnier

Coordinatrice de la Gazette spécialisée : Marie Rajchenbach

Rédacteurs : Catherine Berlaud, Nathalie Finck et Samuel Seroc

Responsable scientifique : Pauline Le Monnier de Gouville

Secrétaire de rédaction : Elsa Boulinguez

Rédaction :

Tél. : 01 40 93 40 00

Courriel : redactiongp@lextenso.fr

Abonnements :

Tél. : 01 40 93 40 40

Courriel : abonnements@lextenso.fr

Publicité : benoit.favre@lextenso.fr

Tél. : 01 40 93 40 68

Tarifs 2024

• Prix TTC au n° : 20 €

+ frais de port

• Abonnement France (un an) :

Journal seul : 591,16 € TTC

Recueils + table seuls : 576,87 € TTC

Journal, recueil + table : 795,36 €

Abonnement feuilletable numérique : 254,23 € TTC

• Abonnement étranger (un an) :

Journal seul : 669 €

Journal, recueil + table : 892 €

Abonnement feuilletable numérique : 249 €

Internet : gazette-du-palais.fr

Twitter : @LextensoAvocat

Commission paritaire n° 0528 T 83097

ISSN 0242-6331

Dépot légal à parution

Imprimé par Duplicit Mayenne, 733, rue Saint Léonard, 53101 Mayenne CEDEX

sur des papiers produits en Italie (couverture, 0% de fibres recyclées) et en Allemagne (intérieur, 100% de fibres recyclées), issus de forêts gérées durablement ;

impact gaz à effet de serre

pour un exemplaire : 689 g éq. CO<sub>2</sub>



Illustration de la Gazette spécialisée sur la couverture :  
Fanny Dallé-Asté / Da-fanny

Toute reproduction, même partielle, est interdite,  
sauf exceptions prévues par la loi.

**Projets d'articles :** les manuscrits doivent être adressés par courriel en format word à redactiongp@lextenso.fr et comporter 15 000 caractères maximum (notes de bas de page et espaces compris). La rédaction n'est pas responsable des manuscrits communiqués.

La Gazette du Palais peut désormais être citée de la façon suivante : GPL 7 déc. 2023, n°GPL430b0. Le numéro de type GPL430b0 est un numéro d'identifiant unique permettant de retrouver directement l'article via un moteur de recherche ou sur www.labase-lextenso.fr

## Actualité

GPL459w9 ■ La profession d'avocat face à l'essor des IA génératives spécialisées en droit

3

GPL459x2 ■ Retraites des avocats : une remise en cause du principe de la solidarité intergénérationnelle libres propos par Didier Roucoux

6

## Technique

GPL459w6 ■ RSE/ESG, quels rôles et opportunités pour les cabinets ? étude par Solenne BRUGÈRE et Benjamin PITCHO

7

## Doctrine

GPL457r0 ■ Contentieux et données personnelles : le droit d'accès est-il le nouvel article 145 du Code de procédure civile ? étude par Myriam BENAZZA et Mathilde GÉROT

11

## Jurisprudence

GPL459w2 ■ Preuve déloyale cesse de n'être jamais recevable note par Clément BIZET sous Cass. ass. plén., 22 déc. 2023

14

GPL458y3 ■ Calcul de la créance de participation : la prise en compte de l'industrie personnelle de l'époux par la Cour de cassation note par Fanny HARTMAN sous Cass. 1<sup>re</sup> civ., 13 déc. 2023

17

GPL459s7 ■ Panorama de jurisprudence de la Cour de cassation par Catherine BERLAUD

21

GPL459f8 ■ Panorama de jurisprudence du Conseil d'État par Nathalie FINCK et Samuel SEROC

26

GPL459c2 ■ Chronique de jurisprudence de droit de la presse par François FOURMENT et Philippe PIOT https://lex.so/GPL459c2

BL

## Gazette Spécialisée

### DROIT DES SOCIÉTÉS

Sous la responsabilité scientifique de  
Dorothée GALLOIS-COCHET et Maud LAROCHE

29

## **Brefs propos introductifs – Le Digital Services Act dans le paysage normatif européen, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 611-615**

DOCTRINE  M.-É. ANCEL  COMMERCE ÉLECTRONIQUE – DROIT EUROPÉEN

service - joue - fournisseur - directive - information - parlement européen - activité - texte - contenu - préambule - fournisseurs de services - droits fondamentaux - liberté - charte - marché - contribution - fournisseurs de services intermédiaires - digital services - textes européens - opérateur - aspect - plateformes - domaine -...

20/02/2024

## **Ensuring a Safe and Accountable Online Environment. The need for the Digital Services Act and its Historical Basis, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 617-624**

DOCTRINE  M. TORRES CAZORLA

More than twenty years after the adoption of the Directive 2000/31/EC of the European Parliament and of the Council of 8 June 2000, on certain legal aspects of information society services, the European Union has seen the necessity to adapt this normative regime to the expansion of the online environment

...

20/02/2024

## **The Digital Services Act (DSA) and Conflict of Laws, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 625-639**

DOCTRINE  E. ROSSI

The Digital Services Act (DSA), approved by the EU in 2022, modified the existing legislation concerning obligations of intermediary services providers, so as to ensure better protection for fundamental rights of users and establish a transparent and competitive framework for digital platforms ...

20/02/2024

## **La gouvernance du Digital Services Act et la coopération des autorités, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 641-652**

DOCTRINE  F. FERRI  DROIT EUROPÉEN

commission - état - pouvoir - niveau - autorité - particulier - service - gouvernance - État membre - coopération - système - mise en oeuvre - parlement européen - inspection - États membres - information - fonction - joue - activité - infraction - sujet - coopération des autorités - objectif - valeur - gouvernance du digital services...

20/02/2024

## [Le Digital Services Act et l'action civile internationale, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 653-667](#)

DOCTRINE  B. DARMOIS  DROIT JUDICIAIRE EUROPÉEN ET INTERNATIONAL

fournisseur - service - utilisateur - victime - ordre - fournisseur de services intermédiaires - discours - fournisseur de services - état - injonction - contenu - relation - utilisateur actif - action - fournisseurs de services - cour de justice - ligne - fournisseurs de services intermédiaires - législateur européen - espace - fondement...

20/02/2024

## [Standards internationaux de protection des droits de l'homme et conditions générales d'utilisation des médias sociaux : une protection modérée, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 669-682](#)

DOCTRINE  C. ALBANESE  DROITS DE L'HOMME

homme - plateformes - standard - utilisateur - droit international - droit international des droits - politique - entreprise - médias sociaux - ligne - norme - utilisation - contenu - standards internationaux - idée - conception - liberté - source - principe - conditions générales - niveau - mobilisation - liberté d'expression -...

20/02/2024

## [Nouveautés et défis du Digital Services Act dans l'espace juridique européen, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 683-685](#)

DOCTRINE  M. RUBECHI  POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS – DROIT EUROPÉEN

état - défi - États membres - plateformes - service - domaine - nouveauté - contexte - objectif - contribution - aspect - société - espace juridique - espace juridique européen - agora - donnée - côté - liberté - données personnelles - source - seigneur - connexion - défis du digital services - risque - mise en oeuvre - impact -...

20/02/2024

## [Au-delà du marché – L'affirmation des nouvelles fonctions du droit fiscal de l'Union européenne, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 689-711](#)

DOCTRINE  F. PEZET  DROIT EUROPÉEN - IMPÔTS

Les différentes crises intervenues au cours de la dernière décennie ont conduit à un renforcement du rôle de proposition et de coordination de l'Union européenne. La place d'acteur à part entière reconnue à cette dernière a déployé des conséquences fiscales. Le plan de relance européen, le « pacte vert » ou encore les ... [Voir plus](#)

20/02/2024

## [Les agences de l'Union européenne : entre complémentarité et concurrence, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/3, p. 713-727](#)

DOCTRINE  S. TAISNE  DROIT EUROPÉEN

agence - commission - agence européenne - concurrence - agences décentralisées - complémentarité - parlement - coopération - parlement européen - expertise - création - mission - objectif - agence européenne pour la sécurité - ligne - domaine - agences exécutives - joue - développement - organisme - concurrence entre les agences -...

20/02/2024

## [Critical Infrastructures in European Union Law, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/3, p. 729-738](#)

DOCTRINE  M. CIROTEAU

In European Union law, critical infrastructure is an emerging concept that can be used to describe cross-border infrastructures providing important services whose possible attack could affect the proper functioning of society. The protection of European critical infrastructure has been gradually extended at EU level ...

20/02/2024

## [An Opportunity or a Threat to Cohesion – Brain Drain, Young People, and Geographical Mobility in the EU, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/3, p. 739-751](#)

DOCTRINE  M. STEIERT

The euro-crisis unexpectedly led to the return of South-North migration in the EU accompanied by persisting post-enlargement migration. This geographical mobility had a distinct character: intra-EU migrants were comparatively young and skilled. This phenomenon has led to considerable criticism that the Union is encouraging Brain Drain ...

20/02/2024

## [The True Price of Fast Fashion: How the Green Deal Can Contribute to Better Labour Conditions in the Fashion Industry, \*Rev. Aff. Eur.\*, 2023/3, p. 753-769](#)

DOCTRINE  E. MEYERMANS SPELMANS – J. PETERS

Fast fashion runs on rapidly producing bulks of low-quality clothes that are quickly discarded, contributing to serious environmental pollution as well as notoriously poor labour conditions, making this business model incompatible with the Green Deal. This paper argues that the interconnectedness of environmental and social justice concerns, ...

20/02/2024

**The Effectiveness of Social Directives in the Light of the Charter of Fundamental Rights of the European Union – A Mirage on the Social Horizon?, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 771-780**

DOCTRINE  T. PLAT

Charter of Fundamental Rights of the European Union - Court of Justice of the European Union - Direct effect - Directive - Effective judicial protection - Effectiveness - Essence of Fundamental Rights - European Pillar of Social Rights - European social law - European Union - Horizontality - Useful effect

20/02/2024

**La continuité d'une évolution jurisprudentielle. À la recherche de l'équilibre entre la protection des intérêts financiers de l'Union européenne et le respect du principe de légalité des délits et des peines, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 783-792**

DOCTRINE  A. CAIOLA  DROIT EUROPÉEN

cour de justice - état - juridictions nationales - principal - peine - États membres - arrêt - infraction - convention pif - arrêt lin - charte - fraude - interprétation - justice - charte des droits - charte des droits fondamentaux - dispositions du droit - principe - juridiction de renvoi - haute cour - haute cour de cassation - juge...

20/02/2024

**Perte de nationalité d'un État membre et citoyenneté de l'Union : effectivité vs effectivité ! (CJUE (gde ch.), 5 septembre 2023, X c. Udlændinge- og Integrationsministeriet, aff. C-689/21, ECLI:EU:C:2023:626), Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 793-799**

DOCTRINE  J. HEYMANN  DROIT EUROPÉEN

perte - état - État membre - autorité - arrêt rapporté - perte de nationalité - statut de citoyen - citoyenneté - requérant - âge - perte de la nationalité - maintien - document - recouvrement - point - personne concernée - autorités compétentes - ressortissant - cour de justice - regard du droit - États membres - test -...

20/02/2024

**Régulation du marché postal : la Cour donne un peu d'air aux États membres (CJUE, 7 septembre 2023, aff. C-226/22, Nexive Commerce Srl, Nexive Scarl, Nexive Services Srl, Nexive Network Srl, Nexive SpA, General Logistics Systems Enterprise Srl, General Logistics Systems Italy SpA/Autorità per le Garanzie nelle Comunicazioni, Presidenza del Consiglio dei Ministri, Ministero dell'Economia e delle Finanze, Ministero dello Sviluppo economico\*, ECLI:EU:C:2023:637), Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 801-818**

DOCTRINE  D. BERLIN  POSTE ET TÉLÉCOMMUNICATIONS – DROIT EUROPÉEN

coût - service - opérateur - secteur - état - directive - activité - États membres - tiret - financement - service universel - contribution - autorité - taxe - secteur postal - coûts de fonctionnement - objectif - prestataire - fonctionnement - interprétation - entreprise - indépendance - soulignement - réglementation - soulignement...

20/02/2024

**Billet européen, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 821**

DOCTRINE  CH.-E. GUDIN  DROITS DE L'HOMME

liberté - homme - époque - conscience - européen - progression - différence - recherche personnelle de la liberté - réalisation - recherche personnelle - préjugé - priorité - principes obligatoires - possibilité concrète - plus d'autorité - mondain - mesure du possible - liberté d'expression - respect de valeurs - homme européen -...

20/02/2024

**Le renvoi préjudiciel, coll. Réflexe européen, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 825**

BIBLIOGRAPHIE  J. PERTEK JOURDAIN  DROITS INTELLECTUELS – DROIT EUROPÉEN

renvoi préjudiciel - ouvrage - publication - lecture - auteur - préface - contribution - ouverture - présentation - principal dans le prétoire - ouvrage d'un volume - publication intervenant suite à une moisson ininterrompue d'études - obligation de renvoi préjudiciel - obligation de renvoi - notion de juridiction - manière laborieuse -...

20/02/2024

## [Le régime juridique du classement tarifaire des marchandises dans l'Union européenne, coll. Droit de l'Union européenne, série Monographies, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 827-828](#)



BIBLIOGRAPHIE J.-L. ALBERT DOUANES ET ACCISES

classification - ouvrage - marchandise - autorité - origine - union - dimension - interrogation - présent - prévalence - collection - système - commerce - codification - rapport - douane - régime juridique du classement tarifaire des marchandises - démarche - régime juridique - annexe - travers - classification des marchandises -...



20/02/2024

## [Régulation bancaire et financière européenne et internationale, coll. Droit de l'Union européenne, série Manuels, Rev. Aff. Eur., 2023/3, p. 829-830](#)



BIBLIOGRAPHIE P.-H. CONAC DROIT FINANCIER

ouvrage - financière européenne - régulation bancaire - point - importance - domaine - matière - débat - référence - travail - transparence - thème - jurisprudence européenne - professionnel - efficacité - questions d extraterritorialité - présentation des acteurs de la régulation bancaire - question de la structure - question de...



20/02/2024